

LA TURQUIE AU DEBUT DE CHEMIN 1919 - 1923

Ionuț COJOCARU

Rezumat. *Declinul Imperiului Otoman și-a consumat ultima sa etapă odată cu sfârșitul primului război mondial până la proclamarea Republicii Turcia la 29 octombrie 1923. Transformările politico-sociale au marcat țara în două tabere: adepții Sultanatului și cei ai naționaliștilor conduși de Mustafa Kemal. Conflictul de durată, atât cu grecii cât și cu franco-britanicii, naționaliștii au câștigat teren și au înclinat balanța în favoarea lor reușind să pună capăt dinastiei Osman. În dimineața zilei de 17 noiembrie, ultimul Sultan împreună cu fiul său s-a urcat pe vasul britanic "Malaya" și au fugit. După conflict, turcii au fost invitați la Lausanne unde s-au prezentat ca învingători. De pe această poziție au început negocierile. Pentru România, Convenția, în forma ei finală a devenit benefică, deoarece punctul nostru de vedere a fost adoptat, iar interesul nostru de a avea calea deschisă prin strâmători a fost aprobat.*

Résumé. *Decline of the Ottoman Empire has used its last stage when World War I until the proclamation of the Republic of Turkey on October 29, 1923. Political and social changes have marked the country into two camps: supporters of the Sultanate and the nationalists led by Mustafa Kemal. Lasting conflict, both the Greeks and the Franco-British nationalists have gained ground and tilted the scales in their favor to end dynasty succeeded Osman. On the morning of November 17, last Sultan and his son ascended the British ship "Malaya" and fled. After the conflict, the Turks were invited to Lausanne where they were presented to winners. From this position they began negotiations. For Romania, the Convention in its final form became beneficial, because our perspective was adopted, and our interest to take the path through the straits has been approved.*

Mot-clés: Imperiul Otoman, Sultanat, Califat, Lausanne, Patriarhie, Strâmători, Ankara, Constantinopol, Adunarea Națională, România, Uniunea Sovietică

Introduction

Après la première guerre mondiale, l'Empire Ottoman était en collapse. Il avait perdu son influence dans la zone, les Grands Pouvoirs avaient occupé des zones importantes de son territoire, le Constantinople ils s'étaient distribué de manière égale et les Turques étaient engrenées dans une guerre avec les Grecs, une guerre qui paraissait impossible à gagner. Arrivés dans cette situation, le général Mustafa Kemal a réussi à réunir autour de soi un groupe de nationalistes avec lesquels il a réussi peu à peu à transformer l'empire en république, à renoncer à de larges territoires et à adhérer à la devise si utilisée par les Traités de Paix de Paris, du principe des principes des peuples à l'autodétermination. Pour s'imposer, il a lutté autant au plan interne (avec le Sultan et ses adeptes), tout comme pour la reconnaissance au plan externe.

La rupture avec la dynastie

Après la fin des conflits de la zone ottomane, les alliés ont envoyé des invitations à une conférence de paix à Lausanne¹. En ce qui concerne la Turquie, les Alliés ont invité autant les représentants d'Ankara tout comme les représentants du gouvernement du Sultan. Ce n'est pas clair ce que la Grande Bretagne a suivi avec cette double invitation, mais Mustafa Kemal a profité pleinement de cette occasion. Après tout, il était nécessaire de clarifier la situation des rapports entre Ankara et Constantinople. Cette décision, laissée de manière intentionnée en suspension par Mustafa Kemal; était aboutie à un moment où il fallait prendre une décision. Tous les représentants de l'Assemblée Nationale étaient d'accord à ce que les rapports entre les deux villes doivent être clarifiés, mais sans y voir une solution. Penser à l'annulation du Sultanat était quelque chose d'inimaginable. Après les modèles connus on a lancé l'hypothèse de retraite du gouvernement de Constantinople, l'incorporation du Sultanat dans la nouvelle Constitution sous la forme d'une monarchie constitutionnelle; le Sultan comme élément de stabilité et chef représentatif, Mustafa Kemal comme premier ministre à vie (forme adoptée en Italie par Mussolini). Le chef de l'état turc n'était pas d'accord avec la solution constitutionnelle par raison qu'on aurait fermé à toujours la voie vers la République. Comme il a agi jusqu'à maintenant, le général Kemal a laissé les députés de discuter, de se coaliser contre le Sultan et ses ministres nommés „outils dociles des étrangers et traîtres du peuple”, il a mis ensuite quelques partisans d'introduire une motion nommée: „La souveraineté a passé dès lors dans toute son étendue sur la Nation; par conséquent, le Sultanat est aboli, mais le Califat se maintient”². On suivait par cette décision la division des pouvoirs qui étaient seulement théoriques. Le musulman ne connaissait pas la différence entre le Chef spirituel et temporaire. Pour eux, le Sultan et le Calife étaient deux formes du même pouvoir, une sorte de dualité inséparable. Le calife n'avait pas de fonctions religieuses, il était un roi du monde tout comme le Sultan. Le plan de Mustafa Kemal était de laisser à la maison impériale des Osmans la dignité du Califat qui créait l'apparence d'un chef monarchique, mais avec toutes les possibilités ouvertes à l'avenir. Mise devant la proposition, l'Assemblée Nationale n'a pas su comme agir. Après des débats tumultueux, Mustafa Kemal a

¹*Tarihçe türk – rumen ilişkileri* (Les relations roumaines- turques en histoire), Coordinateur Korgeneral Eyup Kaptan, Ankara, Maison d'Édition Genelkurmay, 2006 p.148

²Mikusch D.V. *Gazi Mustafa Kemal 1880-1938*, Maison d'Édition Écriture roumaine, Craiova p. 278

pris la parole: “La souveraineté ne se transmet pas, mais elle se gagne. Avant elle a été gagnée par la Maison Osman; aujourd’hui c’est la Nation qui l’a gagnée. Il s’agit uniquement de reconnaître un fait existant. Au cas où la commission et l’Assemblée Nationale le reconnaissait, ferait, à mon avis, une chose des plus opportunes. Contrairement, la réalité s’imposera en fin de compte dans la forme désirée. Mais alors, il est bien possible, Messieurs, que quelques têtes soient coupées”¹.

Le langage utilisé était semblable à celui de la révolution française. Le projet de loi a créé bien des mécontentements, mais il a été rapidement introduit sur l’ordre du jour. En plein vacarme où personne ne restait plus aux pupitres, tous protestaient et se montraient indignés, le président a décrété: „adopté à l’unanimité”². Après un règne de sept cents ans, on a mis fin par cette „cérémonie” à la dynastie Osman. Suite à cette décision, Tewfik Pacha, le dernier grand vizir, le maréchal Izzet Pacha et les autres ministres se sont retirés. Le sultan Waheddin accroché de son trône ne concevait pas d’abdiquer comme il était conseillé après l’arrêté de l’Assemblée Nationale qui avait décidé de le renvoyer devant un tribunal à l’accusation de grande trahison et il a demandé de la protection aux Anglais. Le matin du 17 novembre, le dernier sultan avec son fils est monté sur le navire anglais “Malaya” et il s’est enfui. Après un court séjour en Malte, et après le refus du roi Hussein de Mecca de le recevoir, il a habité à San Remo où il a décédé dans sa ville quelques années plus tard. La fonction de Calife a été donnée par l’Assemblée Nationale à son cousin Abdul Medjid. Le général avait monté encore une marche. Il s’ensuivait une autre aussi importante: Lausanne.

Les officiels turcs à Lausanne

De la commission envoyée à Lausanne, faisaient partie Ismet Pacha, Dr. Riza Nur, (le ministre de la santé), Hasan Saka, ancien ministre de finances, 21 conseillers, 2 officiers de presse, un secrétaire général, un traducteur et 8 secrétaires³.

¹ *Ibidem*, p. 279

² *Idem*

³ Coord. Baskin Oran *Türk Dis Politikasi* (Politique externe de la Turquie), Maison d’Edition Iletisim, Istanbul, vol. I, édition a VIII-a, 2003, p. 217

Avant de partir à Lausanne, dans une réunion rapide, le gouvernement a établi 14 points qui doivent être établis au cadre des négociations:

1. la frontière d'Est, pas question de la patrie des Arméniens, si on y fait allusion, on interrompt les discussions;
2. la frontière avec Irak – on demandera les provinces souleymanes, Kirkuk et Mosul. Au cas d'autres situations on demandera des clarifications de la part du gouvernement;
3. la frontière avec la Syrie – on tentera la direction de la frontière et on suivra les suivants repères: Re`si Ibnihani, Harim, Muslimie, Meskene, sur la ligne de l'Euphrate, Derizor, désert et le sud de la province Mosul;
4. les îles: aussi en fonction de situation, les îles voisines seront demandées- si on ne demande Ankara;
5. la Trace (la zone avec les Grecs) – on entend l'obtention de la frontière de 1914;
6. pour la Trace d'ouest on exigera du plébiscite;
7. la péninsule Galiopoli et les Détroits – on n'acceptera pas de forces militaires étrangères, si de cette cause on interrompt les discussions, Ankara en sera renseignée;
8. les capitulations – ne seront pas acceptées, si on doit interrompre les discussions, on le fera;
9. les minorités – le principe de l'échange;
10. les dettes ottomanes – seront distribuées entre les pays de l'ancien Empire; on annulera l'administration étrangère sur les finances ottomanes;
11. il ne s'agit pas de la limitation des forces armées et navales;
12. les institutions étrangères respecteront la législation de la Turquie;
13. pour les pays formé après le démembrement de l'Empire est valable le principe du plébiscite;
14. la communauté musulmane et les droits des fondations pieuses: seront valables les anciens accords.

De tous ces points, à deux, le problème arméen et les capitulations avaient du mandat d'interrompre les discussions au cas d'autres décisions. Pour les Turcs, étaient nécessaires les pourparlers avec Ankara. Mustafa Pacha désirait l'établissement des frontières qui pouvaient être défendues, protégées en cas d'attaque.

Bien qu'elles soient chiffrées, les Anglais réceptionnaient la plupart des informations, mais à cause du système bureaucratique, les informations arrivaient tard à lord Curzon¹.

Le ministre turc d'affaires externes, Ismet Pacha est parti en train à Lausanne. De Bulgarie il a voyagé avec Stambolinski, dont il avoue: "j'ai vu un premier ministre terrible quand il parlait avec moi il regardait à gauche et à droite pour que personne n'en entende ou voie". Arrivé à Lausanne, Inonu confiait à l'officiel bulgare: „tous les propagandes contre la Turquie ont été faits de Suisse”. Irrité de l'atmosphère pas très amicale, vu qu'il n'y avait personne trouvé, il affirmait: „ils se sont ri de nous parce qu'ils nous ont appelés une semaine d'avance”². Pendant cette semaine, le ministre d'externe turc détaille dans ses mémoires- il a accepté l'invitation des Français et avec l'ambassadeur turc à Paris ils se sont déplacés dans la capitale de France où ils se sont rencontrés avec le premier ministre Raymond Poincaré. Du point de vue d'Ismet Inonu, il n'y avait plus de divergences significatives entre eux et les Français: „on avait fini la guerre avec les Français, on a délimité la frontière avec la Syrie et on a discuté des problèmes de commerce, on avait acheté de leurs véhicules pendant la guerre. Je lui ai demandé s'il y aura de la paix et il m'y a répondu de manière catégorique oui. Poincaré m'a répondu: les conditions de paix sont favorables, tout le monde désire et est décidé de faire de la paix”. En désirant d'apprendre davantage des plans français, Ismet Pacha a déclaré franchement: „vous devez partir d'Istanbul et des Détroits, c'est un problème sérieux pour nous”. L'officiel français devant cette demande a répondu simplement: oui. Sans avoir quoi perdre; les Turcs ont été décidés de rester catégoriques en ce qui concerne leur territoire et de n'accepter nul pouvoir ce militaire. Etranger dans le pays: „ après la signature du traité de paix, on a convenu que les forces alliées et l'administration d'Istanbul délivrent la ville. On a expliqué qu'on n'acceptera personne, nulle commission, nulle force dans le plus petit coin du pays, on n'accepte nulle menace militaire.” C'est toujours de ses mémoires que Poincaré lui a confié que les Français n'ont plus en vue des plans d'occupation sur la Turquie³.

¹ Ibidem p 218

² Ismet Inonu, *Hatıralar*, (Souvenirs), Maison d'Édition Bilgi, deuxième édition, Ankara, 2006, p. 320

³ *Ibidem*, p. 321

12 états se sont réunis à Lausanne pour discuter des problèmes de l'Orient. Il est juste, peu de personnes étaient intéressées directement aux problèmes de la Turquie, primordial était l'intérêt particulier en ce qui concerne les Détroits. Une partie des puissances étaient intéressées à exister une Turquie indépendante car de cette manière les pouvoirs maritimes de Grande Maritime diminuaient. Une réussite des Turcs était qu'à Lausanne le monde assistait à une paix qui ne se dictait pas, mais était négociée. Les pouvoirs victorieux, comme étaient dénommés en Europe, en Orient n'étaient plus nommés ainsi; ils n'avaient voulu d'aucune manière des négociations à Lausanne.

Les ouvrages de la conférence ont été ouverts le 20 novembre 1922 en présence de Poincaré et de Mussolini. Le lendemain, après le départ des leaders, Lord Curzon a été celui qui a conduit les ouvrages de la conférence en qualité de président. L'idée de départ du ministre d'externe britannique était que le traité de Sèvres devait rester à la base des négociations. A ces principes énoncés par le ministre anglais, Ismet Inonu, général mais aussi ministre d'externe turc, le chef de la délégation turque, n'a donné nulle importance aux intentions anglaises, il a posé même une condition, négociations égales ou rien.¹ Il y va de sien l'ébloui et la stupeur provoquées par la déclaration des Turcs, mais les Européens ne pouvaient pas fermer la porte aux représentants de l'Ankara les premiers jours. Les Turcs savaient ce qu'ils voulaient, les pouvoirs alliés au moins? On peut affirmer que c'était le seul avantage d'Ismet Pacha. Ses amis russes, Cicerin et Worowski (le dernier, la victime d'un attentat au temps de la conférence) par son attitude bruyante, conformément à ses mémoires, le gênaient plus qu'ils ne l'aidaient. Les relations spéciales entre Ankara et Moscou ont été mises en évidence aussi à Lausanne quand le premier délégué soviétique, Gheorghii Cicerin a proposé le 4 décembre 1922: „l'interdiction ou mieux dit la fermeture des Détroits pour les navires de guerre pendant la paix ou la guerre, excepté les navires de guerre turcs;

La totale souveraineté et indépendance de la Turquie dans les Détroits au droit de fortifier et d'armer les cotes, de posséder une flotte de guerre, mines, aviations militaire et tous autre moyens de la technique moderne de guerre ”². Si

¹ D.v. Mikusch, p. 285

² Retegan Mihai, *en balance des forces. Alliances militaires roumaines entre les deux guerres mondiales*, Bucarest, Maison d'édition Semne, 1997 p.39

le point de vue soviétique avait pris du contour, la sureté des autres états souverains, en spécial de Roumanie aurait été périclitée vu que la fermeture des Détroits pour les navires de guerre pendant la paix et la guerre a la tendance de transformer la Mer Noire dans un lac rus.

L'Angleterre lui avait assuré une bonne position. La France, en le remarquant avait commencé à regretter l'amitié montrée aux Turcs et essayait de revenir aux bras de l'allié britannique. Dans ce sens, Poincaré a proclamé le front uni des alliés qui pour les Turcs signifiait la régénération de l'accord d'Ankara. Mais, cette fois –ci, l'union invoquée par les Français était réelle. La France avait cédé le pas à l'Angleterre, surtout que l'action de Ruhr était tout proche. En Turquie, Mustafa Kemal avait cessé la marche sur Constantinople en se déclarant prêt à négocier la paix en se confiant dans l'appui de la France. Malheureusement pour les Turcs, cet appui est tombé grâce à la diplomatie habile d'Angleterre. Entre ces deux coordonnées, la conférence s'est transformée dans un duel entre Lord Curzon et Ismet Pacha, mené au long de quelques mois. A l'attitude de l'homologie anglais, Ismet Pacha¹ entendait seulement ce qu'il voulait entendre (il avait déclaré qu'il a un handicap et qu'il n'entend pas d'une oreille), il tirait du temps et il ne cédait point. Visiblement énervé, le ministre d'externe anglais affirmait: "ce Turc se marchande comme au marché de tapis"². Au fond ni l'Angleterre n'a cédé de ses positions qui lui semblaient importantes. Les pots cassés de Lausanne ont été payés par la France.

Un problème dont les Turcs voulaient échapper était la liquidation de l'héritage de l'Empire Ottoman. Il fallait régler les comptes des siècles, tas de papiers que personne ne reconnaissait plus. Il y en avait les capitulations, la situation privilégiées que les Sultans de jadis avaient accordée aux soumis qui n'étaient pas turcs. Les étrangers, avec leurs institutions et leurs entreprises

¹Ismet Inonu *Hatırlarlar* (Mémoires), deuxième édition, Bilgi Yayinevi, 2005, Ankara. L'auteur présente en détail les moments passés à Lausanne et l'état d'esprit de ces temps. Visiblement irrité des désirs des Alliés, le ministre d'externe a essayé d'expliquer que la Turquie participait à la Conférence de Lausanne comme vainqueur et les Alliés devaient en tenir compte. Bien que les Rus désirent que les Turcs obtiennent ce qu'ils désiraient, Inonu précise que la modalité de comportement des Rus ne l'avait pas aidé, pp. 313-338. Le point de vue du ministre d'externe turc est en totale divergence de celui de l'homologue roumain I. G. Duca qui trouvait Ismet Inonu parfois même hypocrite, à voir I. G. Duca, *Mémoires*, vol. IV, p. 264; D'après les faits historiques, l'envoyé turc a fait son devoir en réussissant plus qu'il n'espérait

²D.V. Mikusch... p. 286

commerciales n'étaient pas soumis à la juridiction de Turquie, ils ne payaient pas d'impôts et jouissaient, outre ces aspects, de grands privilèges économiques et le commerce des autochtones ne pouvait pas rivaliser avec ceux-ci. Le problème «Dette publique» (administration internationale des dettes publiques contractées par les anciens Sultanes) se trouvait aussi à ce chapitre, la Banque Ottomane, la Régie du Tabac à coté d'autres concessions et hypothèques auxquels le capital français était en grande partie intéressé. A ces revendications, Ankara a riposté par raison que ces capitulations signifiaient une restriction significative de ses droits de souveraineté incompatible à l'indépendance qu'elle revendiquait, en demandant leur élimination immédiate. Le Lord Curzon, en qualité de président de la Conférence, ne s'est pas laissé ému et il a motivé que la Turquie n'avait pas une juridiction moderne, elle n'avait pas de droit commercial et ni d'autres codes. Le délégué turc a exigé du temps où il a promis a ces revendications, Ankara a riposté par raison que ces capitulations signifiaient une restriction importante de ses droits de souveraineté incompatible à l'indépendance qu'elle revendiquait, en demandant leur écartement immédiat. Le Lord Curzon, en qualité de président de la Conférence ne s'est pas laissé ému du fait qua la Turquie n'avait pas une juridiction moderne, elle n'avait pas de droit commercial, elle n'avait ni d'autres codes. Le délégué turc a demandé du temps où il a promis qu'il les aura bientôt. En outre, il a donné l'exemple du Japon qui a échappé à la capitulation après une période de transit de 20 ans. Dans la conclusion de ce sujet, le général turc a conclu que la Turquie préfère de lutter encore qu'admettre la restreinte des droits fondamentaux de la Nation¹.

Au bout de trois mois sans nul résultat, Lord Curzon a tenté un dernier atout et il a agi tout comme l'acheteur du bazar. Il a déclaré qu'il ne pouvait pas donner en plus et il est parti fâché du magasin de la conférence. Dans la gare, fâché, il a attendu que son homologue turc vienne d'après lui et qu'il accepte. Mais, comme celui-ci n'y est pas venu, le diplomate turc a du partir sans nul résultat. La conférence a été interrompue sans résultat au début du mois février 1923. Restée seule, la délégation turque est partie elle aussi de Lausanne.

En extérieur les événements se précipitaient. L'attaque réussie contre la monarchie, l'écartement du Sultanat et l'abandon du Califat sans un pouvoir effectif a alarmé de larges cercles. Excepté l'opposition d'autour Rauf Bei qui

¹ *Ibidem*, pp. 286-287

croyait dans une monarchie constitutionnelle, tous les citoyens s'y ont ralliés, citoyens qui étaient liés d'Islam et de la tradition de cette religion. Derrière eux il y avait les imams (les prêtres). Les rumeurs montraient que Mustafa Kemal, marié entre temps, avait l'intention de devenir Sultan- Calife et de cette manière fonder une dynastie des Kemaliz. La Perse représentait un exemple autour de cette idée. Constantinople, sans la pression de l'occupation, a cherché parmi ses représentants, l'aristocratie, de reprendre sa place dans sa capitale. A leur option là-bas se trouvaient les témoignages d'un grand passé, le manteau du Prophète, la résidence du Calife. En contrepartie, l'Assemblée Nationale avait déclaré Ankara comme siège du gouvernement, ce qui signifie le premier pas vers la capitale de l'état turc. Il y a eu des luttes entre les deux groupements. En secret, l'opposition d'Ankara soutenait ceux de la capitale historique. Même Rauf Bei, le premier ministre soutenait ceux de l'opposition, mais sa position l'obligeait de le tenir au secret. Parmi les arguments de l'opposition, il y avait les reproches adressées à Ismet Pacha, indirectement à Mustafa Kemal par rapport à la rupture des négociations de paix, la perspective menaçante de la continuation de la guerre, la déception de Lausanne (telle l'opposition cataloguait) ont provoqué un vif mécontentement et violente le printemps de 1923 dans l'Assemblée Nationale. L'opposition ne pouvait même pas espérer à quelque chose de meilleur. Les groupes des partisans de Mustafa Kemal se raviseront après l'écartement du Sultan, sa politique de Lausanne était cataloguée tel un échec de proportions. En plus, on lui reprochait que la marche sur Constantinople avait été stoppée par lui, qui avait promis: «à aide française, on obtiendra la paix. J'ai la parole de France.»¹.

Comme la situation de la conférence de Lausanne était en impasse, Mustafa Kemal a cherché de s'entendre en secret avec Londres. Pour les Turcs, l'Angleterre n'était plus à craindre (plutôt la Russie Soviétique) et pour les Anglais, ils pouvaient finalement se réconcilier avec une Turquie nationaliste en Asie Mineure, détachée d'Islam. Malgré tout cela, le prix des négociations secrètes a été appris plus tard. La Turquie a du renoncer à Mossul². Comme mes attaques s'étaient intensifiées dans, l'Assemblée Nationale contre le chef, mais aussi contre ses collaborateurs, Mustafa Kemal a pris en calcul sa dissolution. C'était une mesure légale dont le chef de l'Assemblée Nationale pouvait disposer. Le soir du

¹ *Ibidem*, p. 289

² *Idem*

premier avril 1923, Mustafa Kemal a convoqué les ministres et les chefs de partis avec lesquels il a préparé le nécessaire. Le lendemain on a introduit la motion : la dissolution et de nouvelles élections. La motion a été votée le 2 avril. Ainsi s'est fini la première Assemblée Nationale de la nouvelle Turquie, réunie en permanence depuis 1920.

Si les adversaires avaient espéré de se consolider par des élections, ils ont vécu une déception. Mustafa Kemal avait pris les mesures nécessaires, il savait que le parlementarisme en Turquie était en général une plante étrangère. Il savait aussi que le Turc en général a du mal à se prononcer avec oui ou non bien qu'il ait la tête pleine d'idées. Dans les conditions données, le général Kemal a décidé de former un Parti, le Parti Populaire. Il a misé sur la discussion avec les hommes, il a démarré ainsi une campagne en traversant le pays, il faisait une sorte de propagande moderne, il parlait aux hommes du programme du nouveau parti qui contenait tout ce qu'il avait fait, mais rien de ce qu'il fera. Cette propagande moderne était tout à fait nouvelle pour les Anatoliens, habitués jusqu'alors qu'excepté la mobilisation des impôts, ceux qui conduisaient le pays ne se préoccupent pas d'eux. M. Kemal parlait en formules générales de la souveraineté exclusive du peuple et de l'évolution au sens national.

Sa motivation: « Je considérais qu'il ne serait pas opportun de fournir aux ignorants et aux réactionnaires le moyen pour empoisonner toute la nation, en introduisant ces questions (les réformes) trop tôt dans le programme. Car j'étais absolument sûr qu'au temps adéquat ces problèmes pourraient être résolus et que finalement le peuple allait être content de ce qui a été fait¹. Le camouflage des réels buts a eu aussi ses désavantages qui ont permis aux adversaires de s'assimiler le programme du Parti Populaire et d'entrer ainsi dans le Parlement. Aux élections ont obtenu des résultats exclusivement les candidats du nouveau parti. C'était une situation similaire à celle des jeunes turcs avec la différence essentielle qu'en tête de l'actuelle organisation parlementaire ne se trouvait pas un comité comme jadis, mais un seul dirigeant, Mustafa Kemal.

Entre temps, à Lausanne on a repris les ouvrages de la conférence le 9 avril 1923. Au lieu du Lord Curzon est venu de la part d'Angleterre, Sir Horace Rumbold, ancien grand commissaire britannique à Constantinople ; signe que

¹ *Ibidem*, p.291

quelque chose avait changé dans la politique anglaise. Mais, plus de 3 mois jusqu'ou arrive à la signature du traité. La résistance majeure était, cette fois-ci, de la part de France. Pour la France il était évident que l'action de Ruhr ne pouvait pas être réussie, les espoirs dans la frontière du Rhin étaient annulés eux aussi, et au plan économique la dévalorisation de la marque allemande produisaient des craintes fondées à Paris qu'il serait possible de perdre aussi les réparations de guerre. A ce sens, les Français espéraient de récupérer au moins l'argent placé en Turquie, de sauver ce qui pouvait encore être sauvé de ces capitaux importants.

Un problème moins abordé, l'île Adakale- oubliée depuis le Congrès de Berlin de 1878, à l'opinion du ministre d'externe turc, a été mis à vue par un délégué turc qui s'en est souvenu. Bien qu'il ait difficile à contrôler, les Turcs ont désiré de l'amener sous leur contrôle. « On m'a fait des reproches par ma propre délégation qu'il ne faut pas nous empêcher d'Adakale à la Conférence de Paix par raison que dans la première phase de la Conférence on n'a plus mentionnée cette ile et il n'est pas correct maintenant de faire des revendications ultérieures. Le problème d'Adakale, je l'ai énoncé dans la deuxième partie de la Conférence, mais ceux de nom équipe, Mustafa Resid Pacha m'a conseillé qu'il n'était pas logique de parler de ce problème surtout si ne l'aie pas discuté dans la première partie ”¹. Comme de notre analyse, seulement dans les actes turcs se retrouve ce point de vue, on peut croire que «le problème Adakale» a été levé seulement pour irriter l'opposition turque à la Conférence. Loin des frontières revendiquées par les Turcs il était impossible que cette ile revienne à la Turquie.

Un autre problème qui a provoqué de la stupeur parmi les représentants des pays présents à Lausanne, a été l'affirmation d'Inonu: „nous désirons de retirer la Patriarchie d'Istanbul. La patriarchie a été le centre de toutes les actions entreprises contre les Turcs. La patriarchie a été un obstacle devant l'amitié entre les Turcs et les Grecs. Le sujet a mené le problème entre les Turcs et le christianisme”². Les coutumes et les traditions de centaines d'années représentées par la Patriarchie qui se trouvait à Istanbul n'étaient pas un objet de négociation à l'opinion des chrétiens. En outre, si les Turcs avaient retiré la Patriarchie d'Istanbul, les représentants des Grands Pouvoirs auraient été regardés comme des bombardiers à l'unité chrétienne.

¹ Ismet Inonu...p. 386

² *Ibidem* p. 397

Le ministre Ismet Pacha relate le sujet dans ses mémoires : Un matin est venu chez moi dr Riza Nur et il m'a dit qu'il s'était rencontré avec Nicholson, le secrétaire du lord Curzon avec qu'il avait discuté longuement. Nicholson: les discussions liées du sujet de la Patriarchie nous laisse devant le monde chrétien sans nul commentaire, elles nous blessent. L'opinion publique anglaise est tel un lieu blessé. Ces pressions vont faire à l'avenir aussi des douleurs. Cet animal (l'opinion publique) battu, frappé, blessé, poussé, un jour se réveillera. Quand il se réveillera, il ne reverra plus rien et on ignore ce qu'il fera: Pourquoi faites-vous ainsi?", Riza Nur (l'homme de confiance d'Ismet Pacha, membre de la délégation turque à Lausanne) après avoir écouté, a transféré le problème à Ismet Inonu: „C'est le problème d'Ismet Pacha. On ne s'y mêle pas". A son tour, après lui avoir été relatée la discussion, Inonu a affirmé qu'il se sent comme si la chambre lui avait tombé sur la tête. Dans les discussions pendant la conférence; quand on a parlé de la situation des Arméniens et de la création d'une nouvelle commission, Riza Nur a été affecté et il a désiré de se retirer.

Evidemment, pour les européens le problème de la Patriarchie était bien plus important que la situation des arméniens. Irrité des affirmations de son délégué, celui-ci essaie de remédier la situation. ”-Qu'as-tu fait ? Toute la lutte que j'ai donnée pour la patriarchie est arrivée un zéro. C'est toi mon représentant ici! C'est que le problème de la patriarchie n'est pas représenté par vous. Ce n'est pas la politique du gouvernement, c'est un désir personnel d'Ismet Pacha. C'est la raison pour laquelle il se tourmente. Tes paroles sont telle une plainte, vous ne pouvez m'influencer point. Quelle importance a la lutte du négociateur en chef s'il n'a pas d'appui de la part du gouvernement, des amis et de l'opinion publique. Tu as fait très mal. J'ai envoyé d'après Curzon qui a accepté de discuter immédiatement. Quand il m'a vu, il m'a reçu joyeusement. Jusqu'à ce qu'on parle, il m'a dit: tu m'as apporté un cadeau. Moi, étonné, quel cadeau, je suis venu pour parler avec toi! C'est mon anniversaire, a répliqué Curzon. On a parlé du problème de la patriarchie d'Istanbul”.

A l'opinion du lord Curzon, la Patriarchie n'a nulle liaison avec les affaires humaines. Elle ne se mêlera dans nul problème. Pourquoi envoyer la Patriarchie d'Istanbul? Je suis arrivé au point final, il n'y a nul ordre de la part du gouvernement, ni tes amis ne le savent, c'est uniquement ton désir. D'où as-tu

inventé ce problème? Le matin c'est mon secrétaire qui a parlé et il m'a apporté cette réponse.

- Inonu: Je lui ai dit qu'il avait été mal entendu.
- Curzon: Ne te tourmente plus, il ne se répare plus.
- Inonu: Après quelques jours, j'ai fermé le sujet et la Patriarchie reste chez nous¹.

De notre analyse il résulte que Mustafa Kemal ne désirait pas d'attenter à l'indépendance de la Patriarchie, mais il a utilisé son importance dans ses négociations de Lausanne. Orgueilleux, Venizélos aurait été enchanté si les Turcs avaient retiré la Patriarchie d'Istanbul, en s'offrant de lui donner un lieu au mont Athos.²

Il a dû se contenter avec une petite indemnité, mais in a perdu en même temps ce qui était plus important pour l'avenir, c'est-à-dire toute son autorité culturelle et économique dont il avait joui dans le Proche Orient³. L'après-midi du 24 juillet 1923 les cloches de la Cathédrale de Lausanne ont annoncé au monde que les pourparlers de paix avaient finis. On a ainsi mis fin à un armistice de cinq ans, durée unique en histoire. On a annexé au Protocole final dix-huit conventions spéciales et six documents, ce qui exprimait de soi les notions pompeuses qui avaient dû être réglées de l'héritage de l'Empire Ottoman. En ce qui concerne la Turquie, elle gardait en général les frontières conquises par les armes, telles qu'elles étaient revendiquées dans le pacte national. Mossul, avec ses riches terrains pétrolifères est resté en suspension. On a réservé à Grande Bretagne de manière intelligente un accord direct avec la Turquie en ce qui concerne ces questions.

Les Détroits, le plus délicat point pour la plupart des participants a été lui aussi résolu conformément aux désirs britanniques. La Turquie a considéré d'opter pour l'Angleterre sans tenir compte de l'allié rus. Dans l'accord Moscou-Ankara, on avait établi expressément que le problème des Détroits soit réglé seulement par une conférence spéciale des états limitrophes. Au fait c'était la proposition des soviétiques au considérant que seulement les pays riverains de la Mer Noire ont le droit de décider relativement aux Détroits. À Lausanne, on a attribué à la Turquie avec de petites restrictions comme zone neutralisée la

¹ op. cit. pp. 397-399

² Ibidem p. 400

³ D. V. Mikusch, p. 292

souveraineté sur le Constantinople et sur la région de cote, à l'échange les Turcs ont laissé libre voie aux navires de commerce mais aussi de guerre (avec certaines spécifications). Naturellement, cette orientation vers l'Occident de la Turquie au problème des Détroits a eu comme suite un refroidissement de ses relations avec Moscou. Malgré tout cela, les Russ n'avaient pas renoncé à leur but en ce qui concerne les Détroits, ainsi Cicerin, quand il a eu l'occasion, a intervenu pour renouer les fils avec Ankara. L'occasion a été offerte par le problème Mossul. Le 17 septembre 1925 a été signé un pacte d'amitié et de neutralité russo-turque. La Turquie a eu gain de cause en ce qui concerne les capitulations. Elle, à coté des concessions conclues par l'Empire Ottoman, a été annulée dans le traité de Lausanne sans la période de transition. On n'a plus discuté de la limitation des forces de l'armée turque, prévue dans le Traité de Sèvres. Un autre problème énoncé auparavant par Lausanne, les minorités chrétiennes n'ont plus joué de rôle. Dans le problème gréco-turc, on a fait un échange de population par lequel 2 millions de personnes ont changé de domicile. En conclusion, Lausanne est devenu l'acte libérateur de la nouvelle Turquie, prévu avec les paraphe de douze pouvoirs. Les historiens ont remarqué que pour la première fois l'Europe moderne avait souffert une défaite en Asie. L'expansion de l'Occident vers l'Orient a été arrêtée au seuil du continent asiatique.

La Convention sur les Détroits, adoptée et discutée en parallèle avec le traité de paix avec la Turquie de Lausanne¹, a mis en discussion la liberté complète de navigation pour tous les navires commerciaux par les Détroits Bosphore et Dardanelles; on avait en vue l'application des limites en ce qui concerne le tonnage sur les navires militaires non riverains. La démilitarisation des bords était complétée avec l'institution d'une commission internationale des Détroits.²

La Turquie n'a pas été d'accord avec ces propositions, la Commission en le considérant non conforme avec les prérogatives de sa souveraineté. Elle

¹ Les états participants à la Conférence de Lausanne, ont été: la Grande Bretagne, la France, Italie Grèce, Roumanie, Yougoslavie, Turquie, Japon et les Etats-Unis comme observateur. Pour la discussion de certains problèmes ont invité: Bulgarie, Albanie, Oland, Espagne, Portugal; Norvège et Suède. La Russie Soviétique, Ukraine et Georgia ont participé aux débats des problèmes territoriaux, militaires et du régime des Détroits/.

² Viorica Moisuc, *Histoire des relations internationales jusqu'au milieu du XXIème siècle*, Maison d'Éditions de la Fondation la Roumanie de Demain, Bucarest, 2003, p 249

considérait à la fois que les droits souverains de l'état turc sont lésés par la demande de démilitariser les bords des Détroits qui ont été garantis par la France, la Grande Bretagne, l'Italie et le Japon.

A la conférence de Lausanne, la Turquie a été représentée par Ismet Pacha. L'officiel turc a proposé: l'accordement de garanties contre une attaque non provoquée, produite sur la mer ou sur la terre, la sécurité des Détroits, de Constantinople et de la Mer Marmara, la limitation des forces navales qui seraient entrées dans la Mer Noire pour ne pas représenter un péril dans la zone entre Bosphore et Dardanelles d'un part et la Mer Noire d'autre part, la liberté totale de navigation pour les navires commerciaux en temps de paix et de guerre, les navires commerciaux devraient être soumis au contrôle.

En ce qui concerne la partie militaire des réglementations, le délégué turc considérait la décision de non fortification des Détroits comme privative pour la Turquie en ce qui concerne la défense au cas d'une attaque inopinée. A l'opinion du gouvernement turc, la zone démilitarisée était bien plus étendue, c'est pourquoi elle soutenait la nécessité de maintenir des arsenaux à Constantinople et dans les Détroits, l'assurance des déplacement de troupes du bord européen au bord asiatique et de manière inverse, l'accordement d'un minimum de moyens de défense pour la péninsule Gallipoli et la reconnaissance de la souveraineté de la Turquie sur les îles Imbros, Tenedos, Samotrake, et qu'à l'île Lemnos on reconnaisse son autonomie.¹

Les états victorieux de la première guerre mondiale ont tenté de limiter l'influence russe sur les Détroits et la Mer Noire, mais sans atteindre totalement leur but. D'autre part, la Turquie et la Russie se sont soutenues réciproquement dans „ le problème Lausanne”².

Roumanie, participante à la Conférence

En ce qui concerne la délégation de Roumanie, quand elle est partie pour Lausanne, elle avait trois buts: l'établissement d'une paix durable en Orient, obtenir entre la Turquie et la Bulgarie une zone démilitarisée et l'établissement d'un régime des Détroits qui assure autant que possible leur liberté. On suivait

¹ ibidem, p 250

² Histoire Récente....pp. 179 - 188

ainsi de reconnaître à l'avenir un développement des intérêts politiques dans la zone.¹

Au cadre des ouvrages qui ont donné la forme finale au Traité de Lausanne on a tenu compte du principe des nationalités. La Turquie gardait en Europe tous les territoires jusqu'à Marita avec Adrianopol et avec Karagatci, la Grèce reste maîtresse en Trace Occidentale, elle renonce à Smirna et à toute domination dans la Petite Asie.

Une autre décision prise a été aussi la création d'une zone démilitarisée entre la Turquie et la Bulgarie. Cette zone s'est étendue aussi sur la frontière de Grèce et de Turquie, de sorte que de la Mer Noire jusqu'à la Mer Egée, la Turquie soit séparée de ses voisins par une région soumise à un régime de démobilisation.²

En ce qui concerne les Détroits, on a décidé qu'ils soient libres en temps de paix, tout comme en temps de guerre. De l'exposé de I. G. Duca, il résulte qu'à Lausanne deux conceptions ont été mises face à face: d'un part la conception de la Russie Soviétique qui coïncide à celle de la Russie tzariste, la fermeture des Détroits et la transformation de la Mer Noire dans une mer fermée et la conception des intérêts généraux, c'est-à-dire la conception de la liberté des Détroits, qui garantisse non seulement les intérêts commerciaux de tous les pays en temps de paix, mais même en temps de guerre elle offre des possibilités aux riverains.

Comme il était attendu, la dernière variante a eu du gain de cause parce que la première conception mettait en évidence l'intérêt d'un seul état, tandis que l'autre conception montre l'intérêt commun des riverains.

Finalement, après certaines hésitations, la Russie Soviétique a mis sa signature sur cette convention.

La Convention de Lausanne, sans sa forme de cette période a été regardée avec satisfaction. On a tenté pratiquement de soustraire les Détroits de sous l'influence d'un Pouvoir et leur lise sous le contrôle de tous les pouvoirs

¹ Les Archives Militaires de Roumanie, fond. No. 5418, feuille 8

² Idem; à voir aussi I. G. Duca *Mémiores*, vol. IV, Maison d'Éditions Machiavelli, Bucarest, 1994, pp. 286-289

intéressants. À Lausanne, les vainqueurs de 1918 ont tenté d'imposer leur volonté à une Turquie qui en 1923 n'était plus vaincue, parce qu'elle avait réussi à devenir elle aussi vainqueur.

Pour la Roumanie, la Convention, dans sa forme finale, est devenue bénéfique, étant donné notre point de vue adopté, et notre intérêt d'avoir le chemin ouvert par les détroits a été approuvé à la fin de longues exploratoires, le 24 juillet 1923 a été signée la Convention des Détroits. Elle prévoyait:

1. Liberté totale de navigation pour tous les navires commerciaux et de guerre, sous tout pavillon, à toute charge, en temps de paix, les conditions restaient les mêmes qu'en temps de guerre si la Turquie restait neutre.
2. En temps de guerre, si la Turquie était belligérante, elle n'avait pas le droit d'arrêter le passage par les Détroits des navires des états neutres.
3. Les navires de guerre pouvaient passer librement par les Détroits, autant le jour tout comme la nuit, quel que soit leur pavillon, mais nul pouvoir n'avait la permission d'envoyer dans le Mer Noire des navires de guerre qui dépassent, en ce qui concerne la capacité, la flotte du plus fort pays riverain.
4. Les sous-marins traversaient les Détroits en flottant à surface.
5. Les navires de guerre n'avaient pas le droit de stationner dans les Détroits.
6. On a décidé la démilitarisation des Détroits et la constitution de la Commission internationale des Détroits- formée des représentants de la France, Grande Bretagne, Italie, Japon, Bulgarie, Roumanie, Grèce, Yougoslavie et Russie soviétique- qui surveillait l'accomplissement des prévoyances de la Convention. Cette commission était sous le contrôle de la Société des Nations.¹

Comme on peut remarquer de ces conclusions, la Turquie a été mise à la situation d'accepter les décisions des états plus forts. Elle se voyait aussi obligée d'appliquer sur son territoire des décisions avec lesquelles elle n'était pas d'accord, à l'espérance que les états garantis pour la sureté, France, Grande

¹ Viorica Moisuc, op.cit. p.250

Bretagne, Italie et Japon se sont obligés d'agir par tous les moyens pour défendre la Turquie au cas où elle était attaquée sans provocation de sa part. Aux termes des relations internationales; ces promesses sont manquées de fondement, vu que l'histoire montre qu'au cas de l'apparition d'un conflit il est difficile) croire que les quatre pouvoirs seront de la même partie de la barricade. Même s'ils étaient de la même partie de la barricade, ils seraient préoccupés premièrement de leur sécurité nationale et ils ne s'impliqueraient pas dans un conflit à mille kilomètres distance. A l'esprit des décisions de ce temps-là, étant donné le fait que la Turquie a fait partie du camp des Pouvoirs Centraux, les Grands Pouvoirs ont motivé cette décision par le fait que la Turquie a fait partie du bloc des vaincus. C'est pourquoi on peut entendre pourquoi les diplomates turcs n'ont pas été contents des décisions qui ont été prises à Lausanne et ils ont attendu un moment favorable pour changer ce traité.
